

Un enjeu central pour le monde

La Grèce est un enjeu central des rapports de forces politiques contemporains : à *Ensemble !*, nous en sommes convaincus. Le cours des événements continue de s'accélérer. Arrêt sur image.

Guéric Bosmans (CSCE)

Depuis le 25 février 2015 et l'arrivée au pouvoir de Syriza, les événements se sont succédé à un rythme soutenu en Grèce. Ils ont entraîné leur lot de déceptions, d'erreurs, de doutes. Nous retiendrons principalement quatre dates-clés, qui feront... date.

Le 25 janvier 2015

Il s'agit là de la date des élections qui ont porté au pouvoir Syriza, désormais premier parti de Grèce avec un score de 36,34% des votes. Ce qui, subtilité du système électoral grec, lui octroie 49,47% des sièges au Parlement. Une majorité écrasante, mais pas absolue : il faut donc trouver un partenaire de coalition. Le choix de Syriza se portera sur les Grecs Indépendants (Anel), parti de droite souverainiste crédité de 7,51% des suffrages et de 4,3% des sièges au Parlement. Syriza s'associe ainsi à un partenaire faible, et de renforce le caractère d'indépendance nationale du gouvernement.

Dès le début, ce gouvernement a fait le choix très clair de la négociation avec la Troïka (Union européenne, Fonds monétaire international,

veau gouvernement grec (1). Résultat ? Le gouvernement Tsipras devra faire face à une opposition initiée à la fois de la gauche même du parti (la « plate-forme de gauche ») et le KKE (Parti communiste grec), et aussi par sa droite (les partis du bloc mémorandiste Pasok, Nea Demokratia et To Potami). Néanmoins, le gouvernement Syriza réussit à faire passer un certain nombre de lois inspirées du programme de Thessalonique (loi sur l'aide humanitaire, réouverture de la radio-télévision publique ERT, loi sur la nationalité, sur les prisons de haute sécurité...) et quelques mesures symboliques (suppression des grilles autour du Parlement...). Zoé Konstantopoulo, présidente du Parlement, mettra ainsi sur pied une Commission pour la vérité sur la dette publique (*lire en p. 73*).

Le 5 juillet 2015

La tactique adoptée par le gouvernement Tsipras débouche sur une impasse. Les négociations s'enlisent et les oppositions au sein de Syriza s'exacerbent face aux reculs successifs consentis par Tsipras, risquant de faire implorer le parti. Fin juin

le « Non » en mobilisant leurs supporters dans la rue, les entreprises, les quartiers. Quant au mouvement syndical, il s'oppose au référendum car celui-ci a pour conséquence de diviser le peuple grec (2). Il est soutenu par la Confédération européenne des syndicats (CES) qui s'est contentée de reprendre à son compte la position des syndicats nationaux affiliés. La campagne pour le référendum verra également une forte solidarité internationale, avec des manifestations de solidarité et de soutien dans de nombreuses villes européennes.

Le résultat du référendum sera sans appel, avec 61,31% en faveur du « Non », et un taux de participation de 62,5 %. Une analyse fine des résultats montre qu'il s'agissait bien d'un vote de classe : le « Non » est majoritaire dans les circonscriptions populaires, et le « Oui » majoritaire dans les quartiers bourgeois. Le vote est aussi générationnel : plus de 80 % de la jeunesse a voté « Non ».

Au lendemain du vote, on assiste à deux événements significatifs. D'abord, Yannis Varoufakis, le ministre des Finances, démissionne. Ensuite, Alexis Tsipras convoque une réunion de l'ensemble des partis politiques, à l'exception d'Aube dorée. Il signifie par là sa décision de rentrer dans une logique d'union nationale. Laquelle, après une victoire aussi nette et précise du « Non » (qu'il avait lui-même encouragé), pose question.

Les négociations n'ont été qu'un jeu de dupes, fait de rapports de forces, d'aveuglement idéologique et de volonté d'humilier le gouvernement grec.

Banque centrale européenne), rebaptisée « les institutions ». Choix justifié par le programme de Thessalonique et la promesse faite durant la campagne électorale de mettre un terme aux mémoranda d'austérité tout en maintenant la Grèce dans la zone euro. Ces négociations se sont rapidement révélées n'être qu'un jeu de dupes, fait de rapports de forces, de chantage, d'aveuglement idéologique et de volonté d'humilier le nou-

2015, Alexis Tsipras annonce, à la surprise générale, qu'il soumettra la dernière proposition des créanciers à un référendum le 5 juillet. La campagne éclair verra la bourgeoisie et les grands médias grecs, les autorités européennes et les gouvernements des pays de l'eurozone ainsi que les partis du bloc mémorandaire en Grèce mener une campagne très agressive pour le « Oui ». Le gouvernement Tsipras et Syriza défendront

La nuit du 12 au 13 juillet 2015

Après la victoire du « Non » au référendum du 5 juillet, Alexis Tsipras et Euclide Tsakalotos, son nouveau ministre des Finances, retournent donc à la table de négociations. Au petit matin du 13 juillet ; Tsipras accepte un accord qualifié de « désastreux » par la quasi-totalité des observateurs. Celui-ci perpétue et accentue la logique des mémoranda d'austérité

précédents, et prévoit le versement à la Grèce de 86 milliards d'euros sur trois ans, lié à des « réformes structurelles » telles que hausse de la TVA, la baisse des retraites, la « réforme » du marché du travail visant à supprimer les conventions collectives de travail, de nouvelles privatisations sous contrôle des créanciers et dont le produit sera prioritairement consacré à la recapitalisation des banques et au remboursement de la dette... A cela se rajoute une belle dose d'humiliation à l'égard du gouvernement grec : exigence de révision des lois votées par le Parlement ces six derniers mois, retour des représentants de la Troïka à Athènes, droit de regard préalable des institutions avant toute initiative parlementaire ou consultation publique, et on en passe.

Cet accord sera voté par le Parlement en urgence, le 15 juillet. Cela a un petit goût rap-pelant celui

des procédures d'adoption des memoranda précédents – que Syriza avait vigoureusement dénoncées à l'époque, depuis les bancs de l'opposition. L'accord du 13 juillet signe donc bien le retour d'une logique mémorandaire d'austérité et anti-démocratique, niant le rôle du Parlement et bafouant allégrement les procédures constitutionnelles (3). Il est clair que cet accord ne respecte pas la volonté du peuple grec tel qu'exprimé par le référendum du 5 juillet. On peut spéculer à l'infini sur les significations profondes de ce dernier, mais ce qui est indiscutable, c'est l'opposition populaire aux propositions des créanciers. L'accord du 13 juillet est donc bien une défaite, aux multiples raisons : illusions sur la vo-

lonté de négocier de la part des institutions ; volonté de celles-ci de briser le gouvernement Syriza pour casser toute idée d'alternative politique en Europe ; absence de création d'un véritable rapport de forces en refusant d'envisager et de préparer l'opinion à une sortie de l'euro ou un défaut sur le paiement de la dette ; gestion catastrophique de l'après-référendum ; faiblesse du mouvement social.

Alexis Tsipras a tenté de défendre cet accord, qu'il dit considérer lui-même comme inefficace. Son argumentation, développée dans une longue interview donnée le 31 juillet à la radio *Sto Kokkino* de Syriza (4), tient en plusieurs points. Tout d'abord, la volonté d'éviter à la Grèce le chaos qu'aurait engendré une rupture avec

l'eurogroupe. Malgré l'adoption de ↗

L'AUSTÉRITÉ ÇA NE MARCHE PAS. ?
ON REMET ÇA !



⇒ l'accord, il veut continuer à « se battre pour des mesures qui contrebalancent les conséquences néfastes des obligations imposées par les recettes néolibérales de l'austérité », et il est convaincu d'avoir obtenu des engagements au sujet de la dette. Enfin, il se félicite d'avoir mis en lumière le caractère antidémocratique des pouvoirs européens, et dit son espoir d'une prochaine victoire de Podemos en Espagne.

La campagne du référendum a vu l'organisation de nombreuses manifestations dans les villes européennes, dont Bruxelles, sur la base du mot d'ordre « Oxi ». Son but ? Soutenir le peuple grec dans son refus de l'austérité, et l'assurer d'un soutien au-delà de ses frontières. La défaite du gouvernement Syriza pose

préparer et à anticiper sérieusement un plan en cas de sortie, sans pour autant attendre cette sortie pour mener des politiques sociales et/ou faire défaut sur tout ou partie de la dette.

Il est clair que la courte parenthèse d'un gouvernement de gauche radicale en Grèce se referme brutalement. Syriza accompli sa mue de parti anti-austérité en nouveau parti mémorandaire. Une chose est d'accepter un mauvais accord un revolver sur la tempe et de le justifier par la volonté de gagner du temps pour se lancer à l'attaque d'autres fronts. Une chose encore est de s'enfermer à tout prix dans cette justification, comme le fait Alexis Tsipras. Autre chose est d'accepter, pour cela, d'agir au mépris du Parlement et de la Constitution,

de renier les bases constitutives du parti, ses instances, sa démocratie interne, et de le purger de son opposition. Cette attitude ne permet

d'aucune manière de préparer sur le long terme un véritable combat face aux politiques d'austérité. Elle ne sème que la désolation, et renforce la résignation face aux perspectives de renverser le rapport de forces par la voie politique classique. Elle débouche, surtout, sur une implosion de Syriza et sur la création, par une partie des députés ayant refusé de voter les lois mémorandaires, du parti de gauche Unité populaire.

Le 20 août 2015

Suite à la perte de sa majorité parlementaire, Alexis Tsipras a démissionné le 20 août, provoquant la tenue d'élections anticipées. Ces élections seront l'occasion de clarifier, autrement que par des sondages aussi fiables qu'un horoscope, le mandat et les attentes populaires. Il faudra observer le résultat des partis de gauche (Unité populaire, KKE) qui auront fait campagne sur le respect du « Non » au référendum, en espérant qu'ils permettent de garder à gauche - plutôt qu'à l'extrême droite - les électeurs déçus du gouvernement Tsipras. Même si, en convoquant précipitamment les élections sans aucune validation préalable de cette décision par les instances de Syriza, Tsipras tente de prendre de court

l'organisation politique de ses opposants. Le taux d'abstention sera également révélateur de la confiance du peuple grec dans les partis politiques. Les six mois de négociations menées par le gouvernement Syriza face à la Troïka ont définitivement mis en lumière le caractère antidémocratique des institutions européennes. La défaite de ce gouvernement nous interroge également sur les limites de l'action politique partisane. Syriza a été porté au pouvoir par les urnes, à un moment où le mouvement social était en perte de vitesse. Mais il n'a jamais réellement exercé ce pouvoir. Il est clair que le changement en Grèce et en Europe ne viendra pas de la seule victoire électorale, ni de la prise de contrôle de l'Etat. Toute une économie parallèle de survie semble se mettre en place actuellement en Grèce. C'est probablement de là, du mouvement social, syndical, de l'économie sociale et des initiatives citoyennes qui réinventent au quotidien des nouvelles formes concrètes de solidarité, que viendra un véritable renouveau. Cela sans pour autant négliger le rôle essentiel de l'Etat, notamment dans son rôle d'organisateur de la solidarité. □

Il est maintenant possible de mettre en débat la question de la monnaie unique, et de ne plus laisser cette question entre les seules mains de l'extrême droite.

donc des questions à la gauche européenne, qui doit se positionner par rapport à la politique du gouvernement Tsipras. Depuis le début des négociations entre le gouvernement Syriza et la Troïka, la question de l'euro est au cœur des débats. Ce qui est, en soi, une bonne chose. Il est maintenant possible de mettre en débat la question de la monnaie unique, et de ne plus laisser cette question entre les seules mains de l'extrême droite. En schématisant, trois positions sont exprimées. La première considère la monnaie unique austéritaire par nature, et dont la gouvernance n'est pas réformable : la seule solution pour mener des politiques sociales et de relance est donc d'en sortir (5). A l'opposé, certains font du maintien de la Grèce dans l'euro une question vitale : à leurs yeux, la sortie de la monnaie unique serait apocalyptique. D'autres (6) ne sont pas (ou plus) opposés par principe à une sortie de la monnaie unique, mais ils n'en font pas un préalable. Contrairement aux questions de la dette et des rapports de forces politiques en Grèce, qu'ils jugent prioritaires. Pour sortir de ce « fétichisme de la monnaie » d'un côté, et de cette peur panique de quitter l'euro de l'autre, il convient de travailler sur une voie médiane visant à

(1) Lire notamment le témoignage de Yannis Varoufakis dans *The New Statesman* (<http://www.newstatesman.com/world-affairs/2015/07/yannis-varoufakis-full-transcript-our-battle-save-greece>) et dans *Le Monde Diplomatique* d'août 2015

(2) https://www.etuc.org/fr/presse/la-ces-soutient-le-syndicat-grec-appelant-C3%A0-1%E2%80%99annulation-dur%C3%A9f%C3%A9gendum#.VdGDV_ntmBY

(3) Voir les lettres et discours de la présidente du parlement, traduits en français sur le site du CADTM, notamment <http://cadtm.org/Lettre-de-Zoe-Konstantopoulou-Le>; <http://cadtm.org/Discours-de-Zoe-Konstantopoulou-au>

(4) Traduite en français sur le site du CADTM : <http://cadtm.org/Alexis-Tsipras-Le-peuple-grec-a>

(5) Voir notamment Frédéric Lordon <http://blog.mondediplo.net/2015-07-18-La-gauche-et-l-euro-liquider-reconstruire> ou Jacques Sapir <http://russeurope.hypotheses.org/>

(6) voir notamment Jean Gadrey <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2015/07/28/grece-et-ailleurs-sortir-de-l%E2%80%99euro-n%E2%80%99est-pas-la-seule-alternative-ni-la-plus-souhaitable-il-y-a-divers-%C2%AB-plans-b-%C2%BB/>; <http://cadtm.org/Michel-Husson-La-bonne-drachme-mais-aussi-le-Parti-communiste-grec> <http://inter.kke.gr/fr/articles/Declaration-du-Comite-central-du-Parti-Communiste-de-Grece-KKE-sur-le-nouvel-accord-memorandum/>